Toutes et tous dans les rues le 7 novembre 2026

Depuis plus d'un mois, SUD Industrie est mobilisé chaque semaine en manifestation, que ce soit aux côtés des lycéens et lycéennes, ou aux côtés des mobilisations pour le pouvoir d'achat. Nous n'avons pas attendu que l'intersyndicale lance son appel du 5 novembre pour lancer des appels à la grève et être présents aux côtés des luttes.

Face à des attentes légitimes de la population, le gouvernement n'a eu qu'une seule réponse : la répression la plus violente possible. En un mois, il y a eu plus de gardes à vue que pendant mai 68 ou toute la période des gilets jaunes. La police, plutôt que de faire du maintien de l'ordre, n'a pas hésité à frapper, à mutiler, quitte à utiliser des armes de guerre face à des mineur-e-s non armé-e-s. Et dans certaines villes, les forces de l'ordre ont même pactisé avec des milices fascistes pour casser les manifestations : un pas de plus est franchi dans la dérive totalitaire de l'État.

Le gouvernement ferme les yeux sur les violences policières, et se met à décider quelle manifestation doit avoir lieu ou pas, quel doit être le parcours, afin de s'assurer que les manifestations soient écartées des centres-villes et des lieux de pouvoir.

Ainsi, le gouvernement va tolérer des manifestations si elles sont déclarées par une intersyndicale obéissante, qui s'arrêtera immédiatement dès qu'on les sifflera comme des toutous pour être reçue par Lecornu. Une intersyndicale bien gentille qui ne tiendra pas tête si on lui demande de changer de parcours, et dont les principaux responsables syndicaux sont bien contents d'être pris en photo devant la manifestation à un mois des élections dans la Fonction Publique. Rassurez-vous, ceux-là ne seront pas gazés ou frappés à coups de tonfas.

Il est temps d'en finir avec ces dérives, ne nous laissons plus faire. Le carré de tête doit reprendre son rôle de défense du cortège, être là pour protéger la manifestation, lui ouvrir la voie face à tout obstacle et forcer le passage si nécessaire.

Il n'y a jamais eu en France besoin d'avoir une autorisation pour manifester. Il suffit de déclarer, la préfecture est informée, à elle de garantir la sécurité du parcours et des manifestants. Le simple fait que des préfectures refusent des manifestations ou demandent des modifications est une atteinte grave au droit constitutionnel français. C'est une pratique digne d'un État fasciste et autoritaire. Cela en dit long sur la pente glissante empruntée par le gouvernement, qui prépare le terrain à l'arrivée de l'extrême droite.

Alors si aujourd'hui, quand une manifestation est déclarée, l'État ne protège plus les manifestants et exige d'avoir son mot à dire sur le parcours, arrêtons immédiatement de déclarer les parcours !

Prenons l'exemple de Nantes : lors d'une manifestation en 1955, Jean Rigollet, un ouvrier maçon de 24 ans, fut tué à balle réelle par un CRS. Cela a provoqué un scandale auprès de tous les manifestants, et en réaction les syndicats ont décidé unanimement de ne plus jamais déclarer les manifestations.

Aujourd'hui, les violences policières n'ont pas cessé, et l'État cherche à casser les manifestants plutôt qu'à les protéger, alors il est temps de dire stop. Ne déclarons plus jamais les manifestations, et arrêtons de jouer le jeu de l'État.

Le peuple a faim, et on ne peut plus attendre que le gouvernement daigne nous donner une réponse en nous jetant des cacahuètes avec une ridicule augmentation du SMIC.

Nous n'avons pas besoin d'une intersyndicale ou d'une déclaration en préfecture pour continuer la lutte !

Alors samedi 7 novembre, prenons la rue et, dans toutes les villes, faisons entendre nos voix !

Union Fédérale SUD Industrie - 10 Avenue Rachel 75018 PARIS - permanence@sudindustrie.org – 01.42.94.98.86